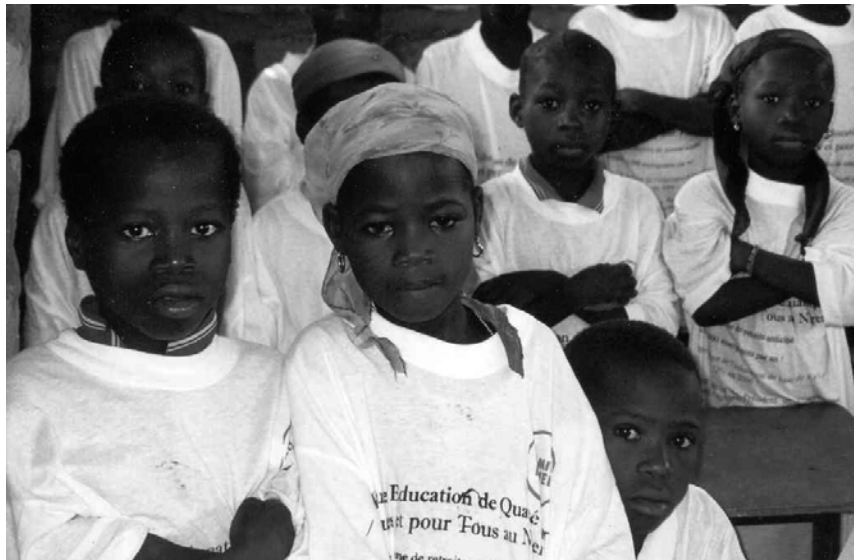


7. L'intégration du genre dans les budgets éducatifs nationaux



Des élèves manifestent leur soutien à une éducation de qualité, Tillabéri, Niger

Au milieu des années 80, le gouvernement australien s'est lancé dans la première analyse des budgets gouvernementaux à travers le prisme du genre. En 1995, L'Afrique du Sud et les Philippines ont suivi cet exemple et se sont lancés dans des exercices budgétaires tenant compte du genre. En 2003, des initiatives similaires ont vu le jour dans plus de 60 pays, sur tous les continents. Ce document utilise l'approche budgétaire sensible au genre pour expliquer comment les gouvernements et les bailleurs peuvent promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation par le biais de leurs décisions de financement.

Que signifie l'intégration de la dimension genre dans les budgets nationaux ?

Les initiatives de budgétisation sensibles au genre sont très diverses mais ont en commun une question essentielle: *Quel est l'impact du budget gouvernemental, et des politiques et programmes qu'il finance, sur les femmes et les hommes, les filles et les garçons ?* La budgétisation sensible au genre est donc une tentative de s'assurer que les problématiques liées au genre sont prises en compte dans toutes les politiques et programmes gouvernementaux, et spécifiquement dans les budgets alloués à leur mise en œuvre

En 2003, des initiatives de budgétisation sensible au genre ont été prises dans plus de 60 pays, sur tous les continents.¹ Elles diffèrent les unes des autres de manière significative, notamment de par les conditions politiques et sociales qui prévalent dans les différents pays et par la nature des acteurs qui entreprennent ces activités. La disponibilité du budget et de l'information nécessaire à un contrôle public ainsi que la nature du format budgétaire mèneront également à des approches différentes.

Certaines initiatives de budgétisation sensible au genre ont été prises par des gouvernements, d'autres par des parlementaires, d'autres encore par des groupes de la société civile. Lorsque des parlements entreprennent l'exercice, cela fait partie de leur rôle de supervision du budget gouvernemental. Quand la société civile joue un rôle, celui-ci est généralement lié à un plaidoyer en faveur de réformes. Cependant, des groupes émanant du gouvernement et de la société civile peuvent travailler ensemble avec des objectifs convergents.

De telles initiatives ont été prises en connexion avec l'éducation dans les pays suivants : Kenya, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe, la Barbade, Bangladesh, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines et Sri Lanka.

Quelques exemples d'initiatives de budgétisation sensible au genre

En **Afrique du Sud**, la Women's Budget Initiative a été le résultat d'une action entreprise par des parlementaires au sein du Comité de suivi de l'amélioration de la qualité de vie et du statut de la femme (Joint Monitoring Committee on Improvement of the Quality of Life and Status of Women) durant la première législature nationale post-apartheid en 1994. Le travail de recherche et d'analyse de cette initiative a été mené par deux organisations non gouvernementales (ONG). Les parlementaires disposaient d'une légitimité élevée et étaient bien placés pour tirer des conclusions concrètes des résultats de l'initiative de budgétisation sensible au genre.

En **Tanzanie**, une ONG spécialisée dans les questions de genre fut la première en 1997 à mener une recherche et un plaidoyer politique en faveur d'une budgétisation sensible au genre. Par la suite, le gouvernement, poussé par les bailleurs, s'est à son tour engagé dans un exercice de budgétisation sensible au genre. En 1999, le gouvernement s'est adjoint les services de l'ONG afin qu'elle prodigue des conseils et des formations en matière de budgétisation sensible au genre.

Au **Rwanda** en 2002, le Ministère du Genre et des Femmes dans le Développement, soutenu par le ministère britannique du Développement International, a collaboré avec le Ministère des Finances pour mettre en oeuvre une budgétisation sensible au genre.²

Que peut nous apprendre une budgétisation sensible au genre ?

La plupart des initiatives de BSG nécessitent, à un moment ou l'autre, un processus d'analyse, bien que ces processus varient selon les contextes. Les initiatives gouvernementales nécessitent que des fonctionnaires analysent le budget en terme de genre avant de décider des changements à y apporter. Dans les initiatives parlementaires et celles menées en dehors du gouvernement, le budget est analysé pour comprendre ses implications en terme d'égalité des genres.

La BSG australienne a utilisé un cadre simple qui a été adopté et adapté depuis dans de nombreux autres pays. Ce cadre fait la distinction entre trois catégories de dépenses :

- **Les dépenses ciblées sur le genre**, c'est-à-dire celles qui visent spécifiquement à améliorer l'égalité des genres. Au niveau de l'éducation, un exemple serait des bourses d'études réservées aux filles.
- **Les dépenses de personnel relatives à l'équité dans le monde du travail**, c'est-à-dire celles qui promeuvent l'équité au sein des services publics. Dans l'éducation, elles peuvent inclure les dépenses de formation des enseignantes pour les aider à progresser dans leurs carrières.
- **Les dépenses générales et courantes**, analysées pour leur impact en terme de genre. Il s'agit par exemple des dépenses relatives à l'éducation post-obligatoire, un des secteurs qui a généralement une plus grande proportion d'étudiants masculins, et du financement de l'éducation maternelle (petite enfance), qui bénéficie particulièrement aux femmes et aux filles plus âgées parce qu'elle réduit le fardeau des soins à apporter aux enfants.

Ce document utilise ces trois catégories pour montrer comment les budgets consacrés à l'éducation dans différents pays ont tenté de promouvoir l'égalité des genres.

Les dépenses ciblées sur le genre

Les dépenses ciblées sur le genre sont les plus facilement identifiables dans un budget gouvernemental. Les initiatives de BSG devraient cependant éviter de se focaliser uniquement sur cette catégorie car elle ne représente généralement qu'une infime fraction des dépenses publiques. Le risque existe qu'une attention disproportionnée soit portée sur ces petites dépenses alors que d'autres programmes et les

budgets associés continuent d'être menés avec peu ou pas de considération pour l'égalité des genres. Il est néanmoins important de tenir compte de cette catégorie de dépenses car elle constitue une forme d' « action affirmative » - le coup de pouce visible qui permet de lancer la lutte contre des inégalités qui existent depuis longtemps.

3

Les bourses scolaires accordées aux filles au Bangladesh sont parmi les dépenses ciblées sur le genre les mieux connues dans le secteur de l'éducation. Une évaluation récente de ces bourses montre que le taux d'inscription des filles s'est considérablement amélioré depuis leur introduction. Les adolescentes sont maintenant visibles en grand nombre, allant et revenant de l'école dans les zones rurales, ce qui représente déjà un changement fondamental en soi.

Cependant, l'étude indique que l'introduction de la scolarité gratuite peut jouer un rôle équivalent (voire plus grand) que les bourses dans l'augmentation du taux d'inscription. Les deux initiatives ayant été introduites plus ou moins simultanément, il est difficile de distinguer leur impact respectif. Les bourses coûtent cher : en 1998-1999, les bourses accordées dans l'enseignement secondaire représentaient 14,5 pour cent du budget total de l'enseignement secondaire, soit 6 pour cent du budget total de l'éducation. Le Programme de bourses pour les femmes (Female Stipend Program) est une des nombreuses initiatives mises en place au Bangladesh, mais il est communément admis qu'il a eu un impact positif sur l'inscription des filles à l'école primaire.⁴

Les bourses ont soulevé certaines inquiétudes en matière de corruption. Une enquête menée par Transparency International Bangladesh en 2005 a démontré que, dans les cas des étudiantes de l'enseignement secondaire, 22 pour cent des bénéficiaires d'une bourse devaient payer au gouvernement une moyenne de 45 Taka de frais d'inscription. En plus, 5 pour cent des élèves de l'école primaire et 38 pour cent des étudiantes du secondaire ont constaté qu'au moment du paiement, une portion de leur bourse était déduite par les autorités.⁵ Ces problèmes démontrent la nécessité d'une plus grande transparence dans l'administration des bourses.

Des questions se posent également sur l'équité de certaines dépenses ciblées sur le genre lorsqu'on dépasse les questions liées au genre pour se pencher sur d'autres dimensions, comme la classe sociale. Au Rwanda par exemple, des écoles pour les filles issues de familles désavantagées ont été créées par le Forum des Educatrices Africaines (FAWE), mais certains observateurs ont affirmé que des places y étaient également accordées à des filles de familles plus riches. En Zambie, le Programme de l'UNICEF pour l'avancement des filles dans l'éducation (PAGE) a créé des écoles de haute qualité, mais celles-ci ne sont pas représentatives et sont isolées des écoles traditionnelles. Ces exemples démontrent que le fait d'allouer des dépenses spécifiques à l'éducation des filles ne résout pas nécessairement ou de manière adéquate le problème du désavantage des filles dû à la pauvreté.

Les systèmes de bourses sont une forme classique de dépenses ciblées sur le genre. Ils sont habituellement de taille réduite et ne bénéficient par conséquent qu'à un nombre limité d'enfants. Le danger existe donc que les systèmes de bourses et de prêts conventionnels visant tous les enfants n'accordent aucune attention à l'équilibre des genres, en raison du fait que les besoins des filles sont satisfaits par les systèmes ciblés. Une approche plus prometteuse dans les pays qui appliquent des systèmes « conventionnels » de grande ampleur pourrait être d'incorporer des quotas ou certaines formes d'action affirmative dans les allocations générales. En 2005, cette approche a été prise en considération au Rwanda.

Les dépenses ciblées ont souvent été financées davantage par les bailleurs de fonds que par les gouvernements; mais elles doivent impérativement tenir compte de la durabilité: qu'advient-il lorsque le financement des bailleurs viendra à terme, et quels indicateurs seront utilisés pour décider à quel moment l'action affirmative n'est plus nécessaire ?

Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont importantes car une large proportion de la plupart des budgets gouvernementaux liés à l'éducation et à d'autres secteurs sociaux est consacrée au paiement des salaires et aux coûts qui en découlent. Il est donc nécessaire d'analyser les dépenses salariales totales et la proportion des dépenses consacrées aux salaires des hommes et des femmes.

L'éducation gratuite, sans être une garantie d'égalité des genres dans l'éducation, peut apporter des bénéfices significatifs aux filles. Mais l'éducation gratuite coûte beaucoup d'argent. Comme tout autre schéma visant à élargir l'offre scolaire, elle requiert l'engagement de plus de professeurs, à de bons niveaux de salaires si l'on veut que la qualité soit maintenue. Cela peut ne laisser que très peu de liquidités pour payer d'autres choses comme les manuels scolaires. Certaines sources (dont la Banque mondiale) ont suggéré qu'une solution à ce problème est d'employer des enseignants moins qualifiés, à des salaires plus bas. Dans de nombreux contextes, ces enseignants sont des femmes. Cependant, cette solution est clairement auto-destructrice. Elle est "économique" au sens strict du terme mais elle n'est pas efficace car elle ne permet pas aux enfants de recevoir une éducation de qualité. En outre, ces bas salaires vont encourager les professeurs à s'engager dans des occupations secondaires ou à participer à des formations plutôt que d'enseigner afin de bénéficier des primes de participation, ce qui les amènera à négliger leurs devoirs d'enseignants.

Une solution aux problèmes budgétaires basée sur des bas salaires désavantage généralement les femmes de manière disproportionnée. Cela est dû au fait que les salaires les plus bas se retrouvent habituellement au niveau primaire où les enseignantes sont les plus nombreuses. Les professeurs de mathématiques et de sciences reçoivent souvent des salaires plus élevés afin de remplir ces postes

souvent en manque de personnel et pour lesquels les femmes sont les moins nombreuses.

Analyse de l'équité des dépenses éducatives en Tanzanie

Une recherche menée par le Tanzania Gender Networking Programme (TGNP) au milieu des années 1990 a montré que 94 pour cent des employés gouvernementaux, dont la plupart étaient des enseignants, gagnaient moins de 65.000 shillings tanzaniens par mois (105 dollars). Le TGNP a comparé ces bas salaires aux larges dépenses consacrées aux personnes situées au sommet de la hiérarchie. Par exemple, le Département de l'administration et du personnel a alloué la somme de 35,7 millions de shillings tanzaniens à titre de « dépenses spéciales » au ministre, au vice-ministre et au secrétaire principal. Ces dépenses spéciales incluaient l'achat de meubles et d'articles ménagers pour ces hauts fonctionnaires. Le TGNP a souligné que cet argent aurait pu permettre à 30 femmes supplémentaires d'accéder à l'université, 500 à l'école secondaire ou encore 1600 à l'école primaire.⁶

Les dépenses générales et courantes

L'introduction de l'enseignement primaire gratuit et universel (EPGU)⁷ dans un pays est probablement l'application la plus évidente d'une dépense courante susceptible de contribuer à l'équité des genres.

Certains affirment que l'EPGU n'est pas la réponse aux disparités de genre dans l'éducation car de telles disparités demeurent lorsque les frais d'inscription sont abolis. Cet argument est fallacieux. Tout d'abord, si le taux d'inscription augmente de manière significative tant pour les garçons que pour les filles une fois que l'EPGU est introduit, ce qui est invariablement le cas, cela représente un progrès pour les filles, même si les disparités de genre demeurent. Si, comme c'est souvent le cas, le fossé des genres se réduit, cela constitue une avancée encore plus importante. En Ouganda, l'éducation primaire universelle, introduite en 1997, a engendré une augmentation du taux d'inscription net, qui est passé de 33 pour cent pour les garçons et 31,7 pour cent pour les filles entre 1991 et 1995, à 93 pour cent pour les garçons et 90 pour cent pour les filles en 1997. C'est une preuve indéniable de progrès.

Dans ce pays, l'augmentation significative de l'inscription des filles a été facilitée par le fait que le gouvernement a accordé l'enseignement gratuit à quatre enfants par famille, à condition que deux d'entre eux soient des filles, s'il y avait des filles dans la famille. Mais même sans cette règle, l'EPGU a de forte chance de promouvoir l'inscription des filles car auparavant, lorsque des frais d'inscription étaient demandés, les familles préféraient envoyer leurs fils plutôt que leurs filles à l'école. La raison évoquée était qu'il est plus probable que les garçons restent dans la famille et pourront donc contribuer aux charges alors que la plupart des filles se marient et se retrouvent dans d'autres familles. Une fois les frais scolaires supprimés (ou au moins réduits), cette tendance favorable aux garçons justifiée par des motivations familiales devient moins significative.

Se concentrer sur les dépenses courantes plutôt que sur les dépenses spéciales ciblées sur le genre n'est pas nécessairement synonyme d'un manque de ciblage. Il existe toute une série de manières de cibler les bénéficiaires dans les dépenses générales sans pour autant accorder des allocations séparées. Un moyen de ciblage parmi d'autres consiste à redistribuer les fonds au travers des niveaux éducatifs.

Dans un petit nombre de pays, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à tous les niveaux d'enseignement, y compris supérieur. Mais dans la plupart des pays à bas revenus, très peu de femmes atteignent les études supérieures – malgré le fait que les dépenses publiques pour les étudiants de l'enseignement supérieur soient bien plus importantes que pour celles pour les élèves de l'enseignement primaire. C'est un phénomène inéquitable en terme de classe sociale car de nombreux enfants pauvres n'arrivent pas au terme de l'enseignement primaire, mais c'est également inéquitable en terme de genre, vu le faible nombre de femmes qui bénéficient des budgets élevés accordés à l'enseignement supérieur. Affecter une partie de l'argent accordé à l'enseignement supérieur aux enseignements primaires ou secondaires afin de réduire les inégalités aura généralement des conséquences positives pour les filles. En 1995-1996, le gouvernement tanzanien dépensait plus de cent fois plus pour un seul étudiant du supérieur que pour un élève de l'école primaire et le coût d'un étudiant universitaire était 17 fois plus élevé que celui d'un étudiant du secondaire.

Les pays dépensent une partie significative de leurs budgets éducatifs pour l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire. Généralement, le débat s'articule autour des proportions relatives allouées à ces trois niveaux. Deux autres niveaux sont pourtant souvent négligés : l'alphabétisation et l'éducation des adultes d'une part et le développement et l'éducation de la petite enfance. Fournir des programmes d'éducation des adultes et d'alphabétisation des femmes contribue à des aspirations de développement social plus larges visant à réduire la pauvreté. Le développement et l'éducation de la petite enfance est important pour les femmes car il permet de réduire leur fardeau de travail non rémunéré lié au soin des enfants et leur permet de s'engager dans des activités rémunérées ou dans des activités sociales.

Négliger l'éducation de la petite enfance au détriment des femmes

Au milieu des années 1990, l'Afrique du Sud consacrait moins d'un pour cent de son budget éducatif à l'alphabétisation malgré le fait que 23 pour cent des femmes sud-africaines âgées de 20 ans et plus n'avaient jamais été à l'école. Ce pays consacrait également moins d'un pour cent de ce budget au secteur de la petite enfance. Cette situation prévaut encore aujourd'hui. Seul 0,7 pour cent des budgets éducatifs provinciaux consolidés pour 2005-2006 sont dédiés à ce secteur.⁸

Le gouvernement a testé l'utilisation des subventions conditionnelles accordées aux provinces (càd. des fonds qui ne peuvent être utilisés que pour le secteur de la petite enfance), mais celles-ci étaient sous-utilisées et ont aujourd'hui été interrompues. Avant cette cessation, on attendait des provinces qu'elles contribuent elles-mêmes au développement et à l'éducation de la petite enfance, mais ce n'a pas été le cas. Les échecs de ces deux stratégies de financement démontre sans doute un manque de leadership de la part du Département national de l'éducation qui n'est pas parvenu à encourager les départements provinciaux à consacrer une partie de leur budget au secteur de la petite enfance, et un manque de prise de conscience du fait que le travail non rémunéré d'éducation des enfants est principalement effectué par les femmes.⁹

Une autre forme de ciblage intégrée aux dépenses courantes consiste à se focaliser sur le genre ou sur les filles tout en essayant d'agir sur d'autres formes de marginalisation. C'est important car, si les politiques telles que l'éducation gratuite universelle parviennent généralement à améliorer la parité des genres, les problèmes liés à l'inscription demeurent souvent entiers pour les pauvres, pour certaines castes et tribus, pour les familles de migrants ou pour les enfants vivants dans des zones rurales reculées. Les initiatives introduites pour les résoudre ignorent parfois la problématique du genre.

Le Programme indien pour l'éducation des filles au niveau élémentaire (NPEGEL) est une tentative intéressante de s'attaquer simultanément à la marginalisation basée sur le genre et à d'autres désavantages, sans pour autant faire usage d'un ciblage direct.

Aborder le problème du genre et de la marginalisation en Inde

Le Programme national pour l'éducation des filles au niveau élémentaire (NPEGEL) est complémentaire au programme Sarva Shiksha Abhiyan (SSA) mis en place en 2001-2002 par le gouvernement indien. Le SSA soutient déjà financièrement l'éducation des filles notamment en fournissant des livres scolaires gratuits. Le NPEGEL se concentrera sur les filles moins privilégiées ou désavantagées des classes I à VII dans (a) les régions où le niveau d'alphabétisation des femmes rurales est inférieur à la moyenne nationale et où le fossé de genre est supérieur à la moyenne nationale ; (b) les provinces où des castes ou tribus protégées représentent au moins 5 pour cent de la population et où le taux d'alphabétisation des femmes y est inférieur à 10 pour cent ; et (c) certains bidonvilles. Les écoles qui font présentement de bons taux d'inscription des filles recevront un budget supplémentaire pour leur permettre de financer des choses comme des salles de classe supplémentaires, de l'eau potable, de l'électricité et des toilettes. Le NPEGEL fournira également l'argent pour des crèches afin de soulager les filles plus âgées de cette charge.¹⁰

D'autres stratégies relativement peu coûteuses consistent à « récompenser » les institutions ou les gouvernements locaux qui favorisent l'égalité des genres. Les récompenses peuvent, par exemple, prendre la forme de formules d'allocation de ressources aux gouvernements locaux méritants, comme l'exemple du NPEGEL décrit ci-dessus.

Enfin, il existe également une série de moyens de favoriser les filles au sein même des budgets existant. A titre d'exemple, nous pouvons citer :

- L'introduction d'un système de quotas pour la sélection des filles en première année secondaire ou pour l'université. (Cependant, lorsque des quotas sont mis en place, il est important d'assurer un soutien nécessaire à la réussite des filles.)
- L'exigence de moins de "points" pour les filles lors des épreuves d'admission à l'enseignement secondaire ou supérieur. (C'est le cas par rapport aux *hommes* au Koweït.)
- L'exigence que toutes les écoles secondaires « inscrivent » un nombre égal de filles et de garçons et leur permettent de terminer leur cycle.
- L'octroi, comme en Ouganda, d'un enseignement gratuit à au moins une moitié de filles là où seulement un certain nombre d'enfant par famille peut en bénéficier.

Recommandations

Pour les gouvernements:

- Soutenir les programmes d'éducation gratuite, car ils permettent d'améliorer l'accès et le maintien des filles à l'école. Le coût de leur mise en oeuvre effective doit cependant être reconnu et planifié en conséquence.

- Là où c'est possible, soutenir l'égalité des genres dans l'éducation à travers l'intégration du concept d'égalité des genres au sein d'autres programmes. Des mécanismes de suivi et d'évaluation adéquats devraient être développés afin de vérifier que l'égalité des genres est correctement intégrée dans ces programmes.
- Assurer, avant de soutenir des initiatives liées au genre financées par des donateurs, que les dépenses seront durables si et lorsque le soutien des donateurs arrive à terme ; discuter et s'accorder sur les indicateurs et le processus de clôture de ces programmes spéciaux.
- Dans le double intérêt de réduire la pauvreté et de réaliser l'égalité des genres, accorder une attention particulière à l'équilibre des dépenses entre les enseignements supérieur, secondaire et primaire et prendre en considération un certain nombre de sources de financement du secteur supérieur, y compris des prêts à faible taux d'intérêt, remboursables après l'obtention du diplôme.
- S'assurer que la préoccupation d'améliorer l'éducation des filles ne masque le besoin de soutien existant dans des domaines négligés comme l'alphabétisation des femmes, le développement de la petite enfance ou l'enseignement professionnel.

Pour les ONG

- Explorer les opportunités de travail et de campagne avec des parlementaires sur base d'exercices de budgétisation sensible au genre en matière d'éducation.
- Travailler avec les employés du secteur éducatif pour examiner l'égalité des genres aux niveaux suivants : qui est employé où, à quelles conditions et avec quelles conséquences.
- Soutenir et encourager les organisations locales et les écoles à mener leurs propres exercices de BSG.
- Lors de la planification des campagnes en faveur de l'éducation gratuite universelle, examiner la répartition des dépenses dans le secteur éducatif dans son ensemble et se demander qui en bénéficie.
- Lier les campagnes en faveur de l'éducation primaire universelle et gratuite à des initiatives plus larges visant à promouvoir l'éducation et le développement de la petite enfance ainsi que l'éducation des adultes.

Notes

¹ D. Budlender and G. Hewitt (eds.) (2002) *Gender Budgets Make More Cents*, Londres: Secrétariat du Commonwealth.

² D. Budlender (2005) 'Girls' Education Paper – The Financing Issues', background paper for *Girls' Education: Towards a Better Future For All*, London: DFID.

³ Voir également le document (de cette série: "L'éducation des filles en Afrique", Série sur l'éducation et l'égalité des genres, Aperçu de programme, (Oxfam GB, 2005).

⁴ J. Raynor. (2005) 'Educating girls in Bangladesh: Watering a Neighbour's Tree? In S. Aikman and E. Unterhalter, Eds. *Beyond Access: Transforming Policy and Practice for Gender Equality in Education*. Oxford: Oxfam GB

⁵ Transparency International Bangladesh (2005) *Corruption in Bangladesh: A Household Survey*. Disponible en ligne à cette adresse: www.ti-bangladesh.org/documents/HouseholdSurvey200405-sum1.pdf

⁶ Budlender 2005, op. cit.

⁷ Différents termes ayant différentes implications sont adoptés dans différents pays; par exemple, le Kenya a introduit l'Education primaire gratuite (EPG), tandis que l'Ouganda et la Tanzanie ont introduit l'Education primaire universelle (EPU).

⁸ R. A. Wildeman (2005) *A Review of National and Provincial Education Budgets*. Occasional paper, Cape Town: Institute for Democracy in South Africa.

⁹ Budlender 2005 op. cit.

¹⁰ Ibid.

Photo de couverture : Sheila Aikman, Oxfam GB

© Oxfam GB, décembre 2005

Ce dossier est le produit du projet "Beyond Access". Il fait partie d'une série de documents visant à contribuer au débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour plus d'informations sur le projet "Beyond Access", rendez-vous sur : www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess

Si vous voulez formuler un commentaire à propos des sujets abordés dans ce numéro, envoyez un mail à : beyondaccess@oxfam.org.uk

Les autres dossiers de cette série se trouvent sur : www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/education/gender_education.htm

Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation pour le développement, d'aide et de campagne qui travaille en collaboration avec d'autres pour trouver des solutions durables contre la pauvreté et la souffrance à travers le monde. Oxfam GB est un membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél. : +44.(0)1865.473727
E-mail : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk